

9 mai — Décision n° 84/D/PR/MDN portant licenciement d'un militaire de la gendarmerie mobile pour mauvaise manière habituelle de servir	378
9 mai — Décision n° 85/D/PR/MDN portant licenciement d'un militaire de la gendarmerie mobile pour faute professionnelle grave	378

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1963

3 mai — Arrêté n° 38/INT portant fermeture des débits de boissons alcooliques	378
Décisions portant affectations	378

MINISTERE DES FINANCES

1963

4 mai — Arrêté n° 106/MF/F portant autorisation de paiement au profit de la société Union Electrique d'Outre-Mer	379
9 mai — Arrêté n° 111/MF/FA portant création d'une caisse d'avance au Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Fonction Publique	379
9 mai — Arrêté n° 197/MF/FA portant autorisation de paiement au profit du régisseur de la caisse d'avance de la Mission Permanente du Togo à New-York et de l'Ambassade du Togo à Washington	379

Arrêtés et décisions portant nomination, affectation d'office, affectations, octroi de délai de remboursement à M. Wallon Gaston, ex-agent des C.F.T., attribution d'une indemnité d'accident de travail, d'une indemnité de responsabilité, d'une indemnité de première mise de costume d'audience, d'un secours temporaire, de secours après décès, concession de pensions, rectificatif à un précédent arrêté portant octroi d'une allocation viagère annuelle et approbation de rôles	379
---	-----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décisions portant affectations et sanction disciplinaire	386
--	-----

MINISTERE DE LA JUSTICE

1963

3 mai — Arrêté n° 4/MJ portant application de l'article 51 modifié du décret n° 60-29 du 13 février 1960 relatif au statut des notaires	387
---	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décisions portant engagement et affectations	387
--	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décisions chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés et décision portant autorisation d'enseigner	388
--	-----

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, réintégration, titularisations, nominations, engagements, passage automatique d'échelon, affectations,	
---	--

rappels à l'activité, reprise de service, acceptation de démission, additif et rectificatifs à de précédents décisions et arrêté portant engagement, imputation budgétaire et rappel à l'activité	389
---	-----

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décision portant nomination	392
-----------------------------	-----

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Cour d'Appel du Togo (Audiences de vacations)	392
Conservation de la propriété foncière (Avis d'immatriculation)	393
Avis de radiations au registre du commerce	394
Avis de déclaration au registre de commerce	395

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 63-24 du 4 mai 1963 portant modification de la loi n° 60-39 du 3 décembre 1960, loi de finances pour l'exercice 1961, modifiée par les lois nos 61-32 du 2 septembre 1961, 62-5 du 14 mars 1962 et 62-17 du 23 juillet 1962. (4^e Collectif).

(4^e collectif)

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,

Vu la loi n° 60-29 du 5 août 1960, loi organique, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 60-39 du 3 décembre 1960, loi de finances pour l'exercice 1961 ;

Vu la loi n° 61-32 du 2 septembre 1961 modifiant la loi n° 60-39 du 12 décembre 1960 (1^{er} Collectif) ;

Vu la loi n° 62-5 du 14 mars 1962 modifiant les lois nos 60-39 et 61-32 (2^e Collectif) ;

Vu la loi n° 62-17 du 27 juillet 1962 portant approbation des comptes de la régie des eaux de Lomé pour l'année 1961 et intégration de leur solde au budget de la République togolaise — exercice 1961. (3^e Collectif) ;

Vu la loi n° 62-18 du 23 juillet 1962 portant approbation du compte administratif du budget annexe des CFT et du wharf de l'exercice 1961 ;

Vu l'ordonnance n° 63-1 du 17 janvier 1963 ;

Sur la proposition du Ministre des finances ;

La conseil des Ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — Les ressources affectées au budget général de l'exercice 1961 sont à nouveau évaluées à la somme de 3.302.018.000 francs, conformément au développement qui en est donné par l'état A annexé à la présente ordonnance.

Art. 2. — Les crédits applicables au budget général de 1961 sont à nouveau fixés à la somme totale de 3.246.455.000 francs et ouverts à l'Assemblée Nationale et aux Ministères

res, conformément à la répartition par titres, chapitres et articles qui en est donnée à l'état B annexé à la présente ordonnance.

Art. 3. — Le résultat des opérations du budget général de l'Etat pour l'exercice 1961 est évalué comme suit :

Recettes ordinaires	3.302.018.000 Frs
Dépenses	3.246.455.000 Frs
Excédent des recettes	55.563.000 Frs

Art. 4. — L'excédent des recettes résultant des opérations prévues à l'article trois, soit un montant évalué à 55.563.000 francs sera affecté à l'apurement des exercices antérieurs.

Art. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 4 mai 1963

Pour le Président du Gouvernement provisoire empêché :

Le Ministre des finances,
A. Méatchi

Le Ministre des finances,
A. Méatchi

ETAT A

Recettes Affectées au Budget Général (Exercice 1961)

Milliers de Frs CFA

Parag.	Ligne	Désignation des Recettes	Prévisions antérieures	Prévisions remaniées	Différence	
					en +	en -
I		IMPOTS				
		<i>Produits des Contributions Directes.</i>				
	1	Impôts sur le revenu	198.500	195.631	—	2.869
	2	Patentes et licences	6.010	6.258	248	—
	3	Majoration	1.000	1.186	186	—
	4	Recettes des exercices antérieurs	5.000	5.470	470	—
		Total des produits des Contributions Directes	210.510	208.545	904	2.869
	5	Droits importations	1.157.000	1.151.869	—	5.131
	6	Droits exportations	290.000	290.114	114	—
	7	Taxes aux transactions	1.056.000	1.060.633	4.633	—
	8	Centimes additionnels aux taxes sur trans.	57.000	57.781	781	—
	9	Taxes Recherches et Condit.	52.000	52.476	476	—
	10	Taxes au profit Chambre de Commerce	12.000	12.822	822	—
	11	Droits et taxes accès.	52.000	52.558	558	—
	12	Recettes — exercices antérieurs	3.000	2.578	—	422
		Total des droits indirects	2.679.000	2.680.831	7.384	5.553
	13	Droits d'enregistrement	21.300	21.326	26	—
	14	Droits de timbres	18.000	18.160	160	—
	15	Recettes top.	1.400	1.441	41	—
	16	Recettes des exercices antérieurs	—	—	—	—
		Total droits d'enregistrement	40.700	40.927	227	—
		Total paragraphe I	2.930.210	2.930.303	8.515	8.422
2	17	Recettes des P.T.T.	165.000	150.837	—	14.163
	18	Radio	18.000	20.776	2.776	—
	19	Recettes Service des T.P. Garage	4.000	3.387	—	613
	20	Recettes Service Agro et Elevage	1.200	1.644	444	—
	21	Etablissements hospitaliers	2.000	2.615	615	—
	22	Recettes divers Services	5.200	6.230	1.030	—
	23	Recettes des exercices antérieurs	21.250	21.390	140	—
		Total du paragraphe 2	216.650	206.879	5.005	14.776
3	24	Domaine Pcs. et privé	7.500	6.976	—	524
	25	Revenu du Domaine forestier	8.500	9.646	1.146	—
	26	Revenu du Domaine minier	3.250	3.045	—	205
	27	Produit du domaine mobilier & immobilier	4.100	4.093	—	7
	28	Recettes des exercices antérieurs	880	1.760	880	—
		Total du paragraphe 3.	24.230	25.520	2.026	736

Milliers de Frs CFA

Parag.	Ligne	Désignation des recettes	Prévisions antérieures	Prévisions remaniées	DIFFERENCE	
					en +	en -
4	29	Taxes diverses et pour services rendus	10,000	12,604	2,604	—
	30	Produits divers et accessoires	15,000	18,107	3,107	—
	31	Demandes et frais de Justice	3,500	4,692	1,192	—
	32	Contributions et subventions	26,000	44,425	18,425	—
	33	Recettes des exercices antérieurs	8,200	12,266	4,066	—
		Total du paragraphe 4	62,700	92,094	29,394	—
5	34	Remboursement prêts et avances	4,500	3,969	—	531
	35	Remboursement prêts et avances exercices antérieurs	3,255	113	—	3,142
		Total du paragraphe 5	7,755	4,082	—	3,673
6	36	Placement des Fonds du Trésor	7,000	12,553	5,553	—
7	37	Régularisation des avances consenties aux Régisseurs	—	—	—	—
	38	Autres recettes d'ordre	—	—	—	—
		Total du paragraphe 7	—	—	—	—
8	39	Contribution de la France aux dépenses de personnel des cadres généraux	30,587	30,587	—	—
	40	Autres ressources extr. affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement	—	—	—	—
		Total du paragraphe 8	30,587	30,587	—	—
RECAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL						
Parag.	1	— Impôts	2,930,210	2,930,303	8,515	8,422
—	2	— Produits des exploitations industrielles et services	216,650	206,879	5,005	14,776
—	3	— Revenus du domaine	24,230	25,520	2,026	736
—	4	— Produits divers	62,700	92,094	29,394	—
—	5	— Remboursement prêts et avances	7,755	4,082	—	3,673
—	6	— Placement des Fonds du Trésor	7,000	12,553	5,553	—
—	7	— Recettes d'ordre	—	—	—	—
—	8	— Ressources extraordinaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement	30,587	30,587	—	—
		Total général des recettes	3,279,132	3,302,018	50,493	27,607

ETAT B

BUDGET GENERAL

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Titre — Sections Chapitres — Articles applicables à l'exercice 1961

Titre	Chap.	Art.	DESIGNATION DES DEPENSES	Crédits primitifs	Crédits rectifiés	DIFFERENCE	
						en plus	en moins
I	1		DETTE PUBLIQUE ET VIAGERE				
			<i>Service des emprunts et dettes contractuelles</i>				(En milliers de francs)
		1	Amortissement et intérêts des emprunts	8,866	8,519	—	347
		2	Amortissement des fournitures sur prestations	970	970	—	—
		3	Remise à la BAO sur service des Titres	135	125	—	10
		4	Intérêts et amortissement avances CCCE	85,950	86,445	495	—
		5	Intérêts emprunt caisse cacao pour Hôtel « Le Bénin »	37,313	36,491	—	822
		6	Provision pour réalisation éventuelle des Avals	3,760	3,761	1	—
		7	Dépenses d'exercices clos	P.M.	P.M.	—	—
			Total du chapitre I	136,994	136,311	496	1,179

Titre	Chap.	Art.	DESIGNATION DES DEPENSES	Crédits primitifs	rectifiés Crédits.	DIFFERENCE	
						en +	en -
	8		<i>— Défense Nationale (Personnel)</i>			(En milliers de francs)	
		1	Ministre	—	—	—	—
		2	Cabinet	—	—	—	—
		3	Indemnités de déplacements et missions	4.000	325	—	3.675
		4	Gendarmerie nationale togolaise	58.890	58.860	—	30
			Total du chapitre 8	62.890	59.185	—	3.705
	9		<i>Défense nationale (Matériel)</i>				
		1	Hôtel du Ministre	—	—	—	—
		2	Cabinet	—	—	—	—
		3	Gendarmerie nationale togolaise	7.180	7.053	—	127
			Total du chapitre 9	7.180	7.053	—	127
	10		<i>Ministère des Affaires Etrangères (Personnel)</i>				
		1	Indemnités ministérielles et Hôtel	2.400	2.536	136	—
		2	Cabinet du Ministre	6.800	7.234	434	—
		3	Indemnités de déplacement et de missions	2.000	1.091	—	909
		4	Représentation diplomatique à l'Étranger	16.000	14.879	—	1.121
			Total du chapitre 10	27.200	25.740	570	2.030
	11		<i>Ministère des Affaires Etrangères (Matériel)</i>				
		1	Hôtel Ministériel	120	95	—	25
		2	Cabinet	2.280	2.300	20	—
		3	Réceptions	600	493	—	107
		4	Représentation diplomatique à l'Étranger	20.000	14.369	—	5.631
			Total du chapitre 11	23.000	17.257	20	5.763
	12		<i>Ministère de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse (Personnel)</i>				
		1	Indemnités ministérielles et Hôtel	2.990	2.818	—	172
		2	Cabinet	3.784	2.780	—	1.004
		3	Indemnités de déplacements et missions	6.450	5.822	—	628
		4	Direction de l'Intérieur	6.373	5.134	—	1.239
		5	Circonscriptions	58.516	49.878	—	8.638
		6	Chefferies	18.150	15.074	—	3.076
		7	Service de la Sûreté	82.701	79.298	—	3.403
		8	Garde Togolaise	161.000	155.487	—	5.513
		9	Radiodiffusion	9.829	7.461	—	2.368
		10	Service de l'Information	6.311	6.001	—	310
		11	Imprimerie Officielle	2.600	2.646	46	—
		12	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 12	358.704	332.399	46	26.351
	13		<i>Ministère de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse (Matériel)</i>				
		1	Hôtel Ministériel	120	122	2	—
		2	Cabinet	400	367	—	33
		3	Direction de l'Intérieur	2.500	2.475	—	25
		4	Inspections et circonscriptions	18.000	14.712	—	3.288
		5	Service de Sécurité et de Police	7.520	6.328	—	1.192
		6	Garde Togolaise	14.770	14.666	—	104
		7	Etablissements pénitentiaires	5.900	5.428	—	472
		8	Radiodiffusion et Télédiffusion	18.000	17.498	—	502
		9	Service de l'Information	9.848	8.701	—	1.147
		10	Service de l'Imprimerie Officielle	7.000	2.904	—	4.096
		11	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 13	84.058	73.201	2	10.859

Titre	Chap.	Art.	DESIGNATION DES DEPENSES	Crédits primitifs	Crédits rectifiés	DIFFERENCE	
						en +	en -
	14		<i>Ministère des finances et des affaires économiques (Personnel)</i>			(En milliers de francs)	
		1	Indemnités ministérielles et hôtel	2.990	2.514	—	476
		2	Cabinet	4.826	4.373	—	453
		3	Indemnités de déplacements et missions	1.558	1.592	34	—
		4	Conseiller et contrôle financier	6.643	4.329	—	2.314
		5	Service du matériel — Transit	7.300	7.305	5	—
		6	Garage central	11.700	11.721	21	—
		7	Service des finances	31.269	28.977	—	2.292
		8	Agences spéciales et centre national hospitalier	17.200	17.469	269	—
		9	Service des douanes	74.000	72.431	—	1.569
		10	Contributions directes	13.320	11.354	—	1.966
		11	Domaines et enregistrement	6.100	6.123	23	—
		12	Service topographique	5.223	5.265	42	—
		13	Trésor togolais	20.000	17.831	—	2.169
		14	Service des affaires économiques	7.500	7.523	23	—
		15	Contrôle du plan	6.000	5.053	—	947
		16	Service de la statistique	8.675	7.517	—	1.158
		17	Central mécanographique	3.480	2.524	—	956
		18	Institut de recherches du Togo	2.800	2.751	—	49
			Total du chapitre 14	230.584	216.652	417	14.349
	15		<i>Ministère des finances et des affaires économiques (Matériel)</i>				
		1	Hôtel du Ministre	120	58	—	62
		2	Cabinet	800	636	—	164
		3	Contrôle financier	480	361	—	119
		4	Service du matériel — Transit	580	564	—	16
		5	Garage administratif	2.430	2.369	—	61
		6	Service des finances	2.945	2.046	—	899
		7	Agences spéciales	2.700	2.612	—	88
		8	Service des douanes	4.500	4.384	—	116
		9	Service des contributions directes	1.620	1.491	—	129
		10	Service de l'enregistrement, des domaines et du timbre	395	397	2	—
		11	Service topographique	750	675	—	75
		12	Frais de justice	2.150	2.145	—	5
		13	Trésor togolais	1.970	1.918	—	52
		14	Service des affaires économiques	200	148	—	52
		15	Service du plan	710	517	—	193
		16	Service de la statistique	2.420	2.195	—	225
		17	Central mécanographique	7.825	7.505	—	320
		18	Institut de recherches du Togo	700	615	—	85
		19	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 15	33.295	30.636	2	2.661
	16		<i>Ministère de la justice (Personnel)</i>				
		1	Indemnités ministérielles et hôtel	—	—	—	—
		2	Cabinet	1.433	1.242	—	191
		3	Indemnités de déplacements et missions	280	197	—	83
		4	Tribunal supérieur d'appel	4.000	3.642	—	358
		5	Juridictions de première instance	21.408	18.526	—	2.882
		6	Cour suprême	—	—	—	—
			Total du chapitre 16	27.121	23.607	—	3.514
	17		<i>Ministère de la Justice (Matériel)</i>				
		1	Hôtel du Ministre	—	—	—	—
		2	Cabinet	400	199	—	201
		3	Tribunal supérieur d'Appel	1.200	957	—	243
		4	Juridictions de première Instance	1.400	1.211	—	189
		5	Cour suprême	200	198	—	2
			Total du chapitre 17	3.200	2.565	—	635

Titre	Chap.	Art.	DESIGNATION DES DEPENSES	primitifs Crédits	Crédits rectifiés	DIFFERENCE	
						en +	en -
	18		<i>Ministère des Travaux Publics, Mines, Transports, des Postes et Télécommunications (Personnel)</i>			(En milliers de francs)	
		1	Indemnités ministérielles et hôtel	2.530	2.690	160	—
		2	Cabinet	4.345	4.099	—	246
		3	Indemnités de déplacements et missions	3.910	2.632	—	1.278
		4	Service des Mines et de la Géologie	4.876	4.617	—	259
		5	Service Météorologique	26.422	22.201	—	4.221
		6	Service des Travaux Publics	117.680	114.584	—	3.096
		7	Service des Postes et Télécommunications	110.000	112.269	2.269	—
		8	Navigation aérienne	8.870	8.477	—	330
		9	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 18	278.570	271.569	2.429	9.430
	19		<i>Ministère des Travaux Publics, Mines, Transports, des Postes et Télécommunications (Matériel)</i>				
		1	Hôtel ministériel	120	120	—	—
		2	Cabinet	450	409	—	41
		3	Service des Mines	650	375	—	275
		4	Service Météorologique	1.895	1.722	—	173
		5	Service des Travaux Publics	4.400	4.119	—	281
		6	Service des Postes et Télécommunication	40.715	39.573	—	1.142
		7	Navigation aérienne	660	462	—	198
		8	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
		9	Service des Eaux de Lomé	455	456	1	—
			Total du chapitre 19	49.345	47.236	1	2.110
	20		<i>Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Eaux et Forêts (Personnel)</i>				
		1	Indemnités ministérielles et hôtel	2.300	2.278	—	22
		2	Cabinet	2.833	2.255	—	578
		3	Indemnités de déplacements et missions	5.473	4.787	—	686
		4	Service de l'Agriculture	50.186	45.632	—	4.554
		5	Service de l'Élevage	22.014	18.451	—	3.563
		6	Service des Eaux et Forêts	25.926	25.783	—	143
		7	Service du Conditionnement	13.372	13.002	—	370
		8	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 20	122.104	112.188	—	9.916
	21		<i>Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, des eaux et forêts (Matériel)</i>				
		1	Hôtel du Ministre	120	79	—	41
		2	Cabinet	700	398	—	302
		3	Service de l'Agriculture	10.870	10.733	—	137
		4	Service de l'Élevage	3.275	1.593	—	1.682
		5	Service des eaux et forêts	8.200	7.825	—	375
		6	Service du conditionnement	3.250	2.725	—	525
		7	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 21	26.415	23.353	—	3.062
	22		<i>Ministère de la Santé publique (Personnel)</i>				
		1	Indemnités ministérielles et hôtel	2.300	2.175	—	125
		2	Cabinet	4.194	3.397	—	797
		3	Indemnités de déplacements et missions	3.050	2.893	—	157
		4	Direction de la Santé publique	5.720	4.374	—	1.346
		5	Pharmacie d'approvisionnements	9.600	9.623	23	—
		6	Assistance médicale	160.000	158.991	—	1.009
		7	Service d'hygiène	10.318	8.178	—	2.140
		8	Service de la Lutte anti-Palustre	12.500	12.278	—	222
		9	Service d'hygiène mobile et de prophylaxie	7.152	7.133	—	19
		10	Dépenses des exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 22	214.834	209.042	23	5.815

Titre	Chap.	Art.	DESIGNATION DES DEPENSES	Crédits primitifs	Crédits rectifiés	DIFFERENCE	
						en +	en -
	23		<i>Ministère de la Santé publique (Matériel)</i>			(En milliers de francs)	
		1	Hôtel ministériel	120	113	—	7
		2	Cabinet	400	324	—	76
		3	Direction de la Santé publique	55.295	54.785	—	510
		4	Pharmacie d'approvisionnements	810	713	—	97
		5	Assistance médicale	16.490	15.651	—	839
		6	Service d'hygiène	1.534	1.223	—	311
		7	Service de la Lutte anti-Palustre	2.000	1.723	—	277
		8	Service d'hygiène mobile et de prophylaxie	400	313	—	87
		9	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 23	77.049	74.845	—	2.204
	24		<i>Ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique (Personnel)</i>				
		1	Indemnités ministérielles et hôtel	2.480	2.639	159	—
		2	Cabinet	3.706	2.281	—	1.425
		3	Indemnités de déplacements et missions	605	298	—	307
		4	Personnel commun aux 4 ministères	400	352	—	48
		5	Service de la fonction publique	6.322	5.390	—	932
		6	Service de l'inspection du travail	3.250	3.131	—	119
		7	Service de la Main-d'œuvre	1.750	878	—	872
		8	Service des affaires sociales	5.530	5.464	—	66
		9	Ecole togolaise d'administration	7.238	5.220	—	2.018
		10	Bibliothèque nationale	1.636	1.476	—	160
		11	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 24	32.917	27.129	159	5.947
	25		<i>Ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique (Matériel)</i>				
		1	Hôtel ministériel	120	73	—	47
		2	Cabinet	410	340	—	70
		3	Hôtel des 4 ministères	50	17	—	33
		4	Service de la fonction publique	505	438	—	67
		5	Service de l'inspection du travail	250	226	—	24
		6	Service de la main-d'œuvre	360	316	—	44
		7	Service des affaires sociales	31.190	23.852	—	7.338
		8	Ecole togolaise d'administration	750	656	—	94
		9	Bibliothèque nationale	550	456	—	94
		10	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 25	34.185	26.374	—	7.811
	26		<i>Ministère de l'éducation nationale (Personnel)</i>				
		1	Indemnités ministérielles et hôtel	2.300	2.292	—	8
		2	Cabinet	3.287	2.845	—	442
		3	Indemnités de déplacements et missions	1.170	877	—	293
		4	Direction de l'enseignement	10.544	8.685	—	1.859
		5	Enseignement secondaire	46.864	49.160	2.296	—
		6	Cours complémentaires	11.000	10.569	—	431
		7	Enseignement primaire	285.000	285.278	278	—
		8	Enseignement technique	5.000	4.488	—	512
		9	Education physique et sports	2.046	1.632	—	414
			Total du chapitre 26	367.211	365.826	2.574	3.959
	27		<i>Ministère de l'Education Nationale (Matériel)</i>				
		1	Hôtel ministériel	120	115	—	5
		2	Cabinet	400	376	—	24
		3	Direction de l'Enseignement	962	807	—	155
		4	Lycée Bonnacarrère	2.250	2.049	—	201
		5	Collège de Sokodé	725	714	—	11
		6	Ecole Normale d'Atakpamé	950	709	—	241
		7	Enseignement Primaire	11.000	10.111	—	889
		8	Enseignement Technique (Sokodé)	3.200	2.843	—	357
		9	Education physique et sports	1.200	1.340	140	—

Titre	Chap.	Art.	DESIGNATION DES DEPENSES	Crédits primitifs	Crédits rectifiés	DIFFERENCE	
						en +	en -
						(En milliers de francs)	
		10	Cours Complémentaires Vogan, Lama-Kara, Palimé, Bassari et Dapango	3.200	2.335	—	865
		11	Inspection Médicale des Ecoles	300	300	—	—
		12	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 27	24.307	21.699	140	2.748
	28		<i>Dépenses communes de Personnel</i>				
		1	Frais de transport et remboursements divers à l'occasion de relèves et déplacements définitifs	34.200	36.399	2.199	—
		2	Frais de transport à l'occasion de missions au Togo ou à l'étranger (à l'exception des stagiaires et boursiers)	17.600	19.528	1.928	—
		3	Congés de longue durée	—	—	—	—
		4	Frais d'hospitalisation au Togo et hors Togo	12.800	18.363	5.563	—
		5	Réaménagement de la Fonction Publique	—	—	—	—
		6	Dépenses d'exercices clos	5.000	6.874	1.874	—
			Total du chapitre 28	69.600	81.164	11.564	—
	29		<i>Dépenses communes de Matériel</i>				
		1	Fourniture de la Régie des Eaux de Lomé aux Services dépendant du budget général	2.965	2.915	—	50
		2	Enlèvement des ordures, entretien des puits	700	550	—	150
		3	Eclairage des bâtiments administratifs	14.500	14.700	200	—
		4	Frais de correspondance, télégraphe, téléphone	60.500	61.207	707	—
		5	Achat d'imprimés commun à plusieurs services	1.600	1.570	—	30
		6	Achat de mobilier pour logements de fonct.	3.500	3.458	—	42
		7	Renouvellement du mobilier des Hôtels ministériels	300	273	—	27
		8	Dépenses de matériel pour experts en mission au Togo	7.200	7.170	—	30
		9	Achat de véhicules	31.050	29.625	—	1.425
		10	Entretien de véhicules	45.520	46.428	908	—
		11	Locations d'immeubles	3.500	3.369	—	131
		12	Dépenses d'exercices clos	3.000	3.528	528	—
			Total du chapitre 29	174.335	174.793	2.343	1.885
	30		<i>Dépenses diverses</i>				
		1	Pertes de Fonds et de matériel	P.M.	—	—	—
		2	Honoraires d'avocats et experts	400	317	—	83
		3	Remboursement de droits indûment perçus	10.600	10.557	—	43
		4	Remise de pénalités	50	—	—	50
		5	Opération de recherches de sauvetage	P.M.	—	—	—
		6	Dépenses imprévues	10.000	8.218	—	1.782
		7	Avances pour achats de véhicules aux députés et fonctionnaires	8.000	8.000	—	—
		8	Augmentation du capital du Crédit du Togo (3 ^o quart)	6.250	6.250	—	—
		9	Dépenses d'exercices clos	—	—	—	—
			Total du chapitre 30	35.300	33.342	—	1.958
IV			INTERVENTION DE L'ETAT				
	31		<i>Entretien des bâtiments et grosses réparations</i>				
		1	Entretien des bâtiments	25.611	26.819	1.208	—
		2	Grosses réparations	46.070	43.348	—	2.722
			Total du chapitre 31	71.681	70.167	1.208	2.722
	32		<i>Entretien routes, ponts, aérodromes</i>				
		1	Entretien des routes	88.550	88.667	117	—
		2	Entretien des routes	13.000	12.828	—	172
		3	Entretien des aérodromes	900	794	—	106
			Total du chapitre 32	102.450	102.289	117	278

Titre	Chap.	Art.	DESIGNATION DES DEPENSES	Crédits primitifs	Crédits rectifiés	DIFFERENCE	
						en +	en -
	33		<i>Contributions diverses</i>			(En milliers de francs)	
		1	Frais de relève des militaires hors cadres	P.M.	—	—	—
		2	Versement patronal à la C.C.P.F.T.	16.600	16.600	—	—
		3	Contribution aux budgets d'organismes togolais	124.000	122.951	—	1.049
		4	Contribution au fonctionnement d'organismes étrangers ou internationaux	34.726	25.200	—	9.526
			Total du chapitre 33	175.326	164.751	—	10.575
	34		<i>Reversements</i>				
		1	Chambre de Commerce du Togo	8.000	8.000	—	—
		2	Part revenant aux communes sur le produit des taxes sur les bicyclettes, armes et permis de chasse	1.367	20	—	1.347
		3	Part revenant aux communes sur le produit de la vignette (30 o/o)	3.000	3.917	917	—
		4	Ristournes aux circonscriptions patentes et licences (25 o/o) 1.800, taxe d'abattage (50 o/o) 1.000	2.800	3.076	276	—
		5	Fonds routier du Togo	23.000	27.783	4.783	—
		6	Reversement centimes ad. taxes sur transaction	35.000	57.781	22.781	—
		7	Reversement produit de la taxe phytosanitaire	6.000	8.505	2.505	—
			Total du chapitre 34	79.167	109.082	31.262	1.347
	35		<i>Subventions</i>				
		1	Subvention au budget annexe des CFT et du wharf	36.400	36.215	—	185
		2	Subvention au budget d'équipement	49.300	49.300	—	—
		3	Subvention à l'enseignement libre	97.400	97.400	—	—
		4	Sociétés sportives, artistiques et musicales	1.000	755	—	245
		5	Autres organismes et œuvres	1.330	1.191	—	139
		6	Subvention à la Cité Universitaire	190	190	—	—
			Total du chapitre 35	185.620	185.051	—	569
	36		<i>Bourses et stages</i>				
		1	Bourses dans les établissements togolais	35.700	34.318	—	1.382
		2	Bourses en France	50.252	44.396	—	5.856
		3	Bourses en Afrique	5.099	5.209	110	—
		4	Frais de transport des boursiers	1.000	1.196	196	—
		5	Stages de perfectionnement à l'étranger	3.500	2.559	—	941
		2 bis	Bourses à l'étranger	1.000	789	—	211
			Total du chapitre 36	96.551	88.467	306	8.390
	37		<i>Secours</i>				
		1	Allocations aux enfants indigents, infirmes, vieillards	800	18	—	782
		2	Secours scolaires, aides scolaires, prêts d'honneur	2.000	1.670	—	330
		3	Secours individuels temporaires	1.000	415	—	585
		4	Secours exceptionnels	800	575	—	225
		5	Secours d'urgence aux victimes de calamités publiques	1.200	527	—	673
		6	Secours pour reconstitution du cheptel en cas d'épizooties	4.000	—	—	4.000
			Total du chapitre 37	9.800	3.205	—	6.595
				3.360.679	3.246.455	57.137	171.361

ORDONNANCE N° 63-25 du 4 mai 1963 portant modification de la loi n° 62-1 du 5 janvier 1962, loi de finances pour l'exercice 1962, modifiée par la loi n° 62-15 du 23 juillet 1962 (1^{er} collectif) et l'ordonnance n° 63-4 du 31 janvier 1963 (2^e collectif)

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE,

Vu la loi n° 60-29 du 5 août 1960, loi organique, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 62-1 du 5 janvier 1962, loi de finances pour l'exercice 1962 ;

Vu la loi n° 62-15 du 23 juillet 1962 modifiant la loi n° 61-1 du 5 janvier 1962 ;

Vu l'ordonnance n° 63-4 du 31 janvier 1963 modifiant les lois nos 62-1 du 5 janvier 1962 et 62-15 du 23 juillet 1962 ;

Sur la proposition du Ministre des finances ;

Le conseil des Ministres entendu,